

# Droit à l'avortement libre et gratuit, partout et pour toutes !

# Les Femmes décident !

En solidarité avec l'ensemble des femmes, nous revendiquons que les droits des femmes, la liberté à disposer de leur corps, le droit à l'avortement et à la santé soient respectés dans tous les pays européens et inscrits comme droits fondamentaux pour l'égalité en Europe. Gagner des droits en Europe pour toutes les femmes sur ce territoire, qu'elles soient résidentes ou de passage, qu'elles soient avec ou sans-papiers, aidera à en gagner partout ailleurs. Pour dire haut et fort que notre corps nous appartient, nous serons dans la rue le **jeudi 28 septembre** lors la **Journée mondiale pour le droit à l'avortement**.

Se battre pour l'avortement libre et gratuit, c'est aussi exiger le droit de choisir entre un avortement ou une grossesse indépendamment de toute contrainte financière et salariale. De ce point de vue, en France **le combat est encore très loin d'être gagné** :

→ **L'accès à l'avortement reste limité dans les faits**. Les coupes budgétaires réduisent les moyens des planning familiaux et entraînent la fermeture de centres IVG (c'est la principale entrave au droit à l'avortement en France), et la durée légale de l'avortement en France reste nettement inférieure à celle d'autres pays d'Europe (jusqu'à 14 semaines d'aménorrhées en France contre 24 semaines en Angleterre par exemple).

→ **Plus on est précaire, plus grandes sont les contraintes** qui pèsent sur le choix d'un avortement ou d'une grossesse. Or non seulement les femmes sont globalement plus touchées que les hommes par la **précarité** car elles sont surreprésentées dans les CDD et les emplois à temps partiels (82%), et sont dans l'ensemble beaucoup moins payées que les hommes (encore 26% d'inégalité de salaire), mais elles sont aussi majoritaires dans les **petites entreprises**, souvent dénuées de délégués syndicaux et ainsi privées de moyens de défense contre les dégradations de leurs conditions de travail.

Ne soyons pas dupes des apparences féministes que le président Macron tente de se donner : **les ordonnances de la loi travail ne feront qu'aggraver nos difficultés !** Le cœur de ces ordonnances, c'est **l'inversion de la hiérarchie des normes** : la primauté des accords d'entreprise sur les conventions collectives de branche, qui sont généralement bien plus favorables aux salarié·e·s. Elle ouvre la voie à la **remise en cause** d'une multitude de droits :

→ D'une part des droits qui concernent **tou·te·s les salarié·e·s** : primes d'ancienneté, de départ en retraite ou de licenciement ; limitations de la mobilité fonctionnelle ou géographique imposée aux salarié·e·s ;

→ D'autre part, des droits qui concernent **spécifiquement ou en majorité des femmes** : congés enfants malades ; allègement du temps de travail des femmes enceintes, allongement du congé maternité et maintien de la rémunération à 100% pendant le congé maternité ; sanction pour les entreprises qui ne mettent pas en place de négociations annuelles sur l'égalité professionnelle femmes/hommes et ne fournissent pas de données sur le niveau d'inégalités ; présence du CHSCT qui assure la prévention contre la violence sexuelle sur les lieux de travail ; plancher de condamnation pour licenciement discriminatoires, comme en cas de violence ou harcèlement sexuels. Tous ces droits se voient aujourd'hui menacés.

Les femmes, avec les migrant·e·s et les descendant·e·s d'immigré·e·s, seront les plus touché·e·s par la loi travail. De plus, bon nombre d'entre elles occupent des emplois si peu protégés qu'elles connaissent déjà des conditions de travail similaires à celles que la loi travail généralise à l'ensemble des salarié·e·s. C'est pourquoi il est urgent de faire le lien entre les luttes pour les droits des femmes et les droits de tou·te·s les salarié·e·s. Les luttes féministes sont AUSSI des luttes sociales et politiques ! La lutte contre les ordonnances Macron ne pourra pas se faire sans les femmes, qui sont les plus concerné·e·s !

Alors après le 12 et le 21 septembre, soyons **tou·te·s dans la rue le 28** pour le droit des femmes à choisir librement et gratuitement l'avortement ou une grossesse dans les meilleures conditions !

## AVORTEMENT



## LES FEMMES DÉCIDENT !

Rassemblement à Strasbourg  
Jeudi 28 septembre  
12h place Kléber

[www.facebook.com/events/279750542515984](http://www.facebook.com/events/279750542515984)

---

*Premiers signataires :* **Alternative Libertaire Alsace, ATTAC Strasbourg, CGT 67, FSU 67, Le Planning Familial 67, Les Effronté-e-s Strasbourg, NPA 67, Solidaires Alsace, UNEF Strasbourg**